

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/06/2023 de l'établissement SRVV implanté Zone Artisanale-Musac 43000 Polignac, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- bassin de rétention/régulation des eaux pluviales – Référence: Rapport d'inspection du 03/12/2021 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- rejet des eaux pluviales - Référence: Rapport d'inspection du 03/12/2021 - délai : lors de la prochaine analyse d'eau
- moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015 article : 7.2.4 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- traçabilité des déchets - registre - Référence réglementaire : Art. L.541-2 du code de l'environnement - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 04/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRVV

Zone Artisanale-Musac
43000 Polignac

Références : UiD4243-DSSP-023-0278
Code AIOT : 0016500040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement SRVV implanté Zone Artisanale-Musac 43000 Polignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet d'une plainte relative aux émissions de poussières de bois émises durant les opérations de broyage. La visite est l'occasion de faire le point sur les modalités de réalisation de ces opérations.

D'autre part, l'inspection a été interpellée par le service de police de l'eau de la DDT au sujet du rejet effectué dans le talweg en contre-bas du site : un courrier en date du 20/03/2023 revenant sur l'ensemble des investigations et analyses réalisées a été réceptionné.

Les inspecteurs se sont rendus sur ce point de rejet lors de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRVV
- Zone Artisanale-Musac 43000 Polignac
- Code AIOT : 0016500040
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées sur le site concernent le tri, transit et traitement d'une grande diversité de déchets :

- transit de déchets dangereux,
- tri et transit de déchets issus des activités économiques,
- broyage de déchets de bois,
- compostage de déchets verts,
- centre de dépollution et démontage des VHU,
- tri et transit de déchets de métaux.

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2015-014 du 03/20/2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- IED,
- suites données aux précédentes inspections,
- plainte émissions de poussières,
- eaux,
- déchets,
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de la visite, une opération de broyage de bois est en cours : 2 brumisateurs sont installés sur l'ancienne plateforme de stockage des bennes et sont orientés vers la plateforme bois en contrebas où est effectué le broyage, en vue de rabattre les poussières émises.

Cette configuration semble effectivement limiter les émissions de poussières vers l'ancienne plateforme de stockage des bennes et donc vers les tiers les plus proches (SPA). Le responsable du site a indiqué que le broyage avait été opéré pendant 1 mois environ sur l'ancienne plateforme de stockage des bennes avant d'être repositionné sur la plateforme bois en contrebas. Cela correspond à la période où la plainte a été réceptionnée.

Afin de s'assurer de l'adéquation des dispositions prises par l'exploitant, l'inspection proposera par arrêté préfectoral la réalisation d'une campagne de mesure des retombées de poussières dans l'environnement.

Une partie de la visite a été consacrée aux rejets des différents tuyaux situés dans le talweg en contrebas du site. Pour rappel, 3 tuyaux sont présents :

- un tuyau annelé noir, qui constitue le rejet des eaux pluviales du site,
- 2 tuyaux gris disposés l'un au dessus de l'autre, constituant pour le tuyau du "bas" une canalisation des eaux sous le chemin communal, et pour celui du "haut" un "trop-plein" permettant également la canalisation des eaux sous le chemin en cas de dysfonctionnement du précédent.

L'exploitant a précisé avoir installé ces 2 tuyaux gris à la suite d'un effondrement du chemin provoqué par un orage.

Les analyses précédemment réalisées sur les eaux en sortie du tuyau gris du "bas" révèlent une forte conductivité et des caractéristiques variables selon le débit.

L'exploitant indique par ailleurs que, selon ses propres investigations, les eaux seraient chargées en *E. Coli*. Ces bactéries sont souvent liées à la présence d'eaux usées.

L'origine des eaux qui transitent par ce tuyau gris n'est pas précisément déterminée : il peut s'agir d'eau d'infiltration du massif de déchets (le site a accueilli une décharge de classe III), d'eau de ruissellement amont drainées par les talwegs de part et d'autre du site, d'un dysfonctionnement du réseau en amont...

Il apparaît dès lors nécessaire de poursuivre les investigations en vue caractériser ces eaux. Un suivi analytique sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire.

L'ancienne plateforme de stockage des bennes a été imperméabilisée et aménagée en vue de la convertir en partie au stockage des fines de bois. Des casiers de stockage en blocs béton sont en cours de construction. Des déchets en provenance de la société ALTRIOM, identifiés par l'exploitant comme étant des "déchets de verre", sont également entreposés sur cette plateforme, en limite de propriété côté SPA. Cependant, ce déchet n'est pas uniquement constitué de verre (présence de matière organique, plastique...), son caractère incombustible n'est pas établi.

Ces modifications notables des modalités d'exploitation sont à porter à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, en particulier la mise à jour des distances d'effets des flux thermiques en cas d'incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	bassin de rétention/régulation des eaux pluviales	Autre du 03/12/2021	Sans suite (demande formulée dans le rapport)	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	rejet des eaux pluviales	Autre du 03/12/2021	Sans suite (demande formulée dans le rapport)	Lettre de suite préfectorale	Lors de la prochaine analyse d'eau
9	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	traçabilité des déchets - registre (2)	Code de l'environnement du 24/07/2023, article L.541-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	/	Sans objet
2	Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2	/	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1	/	Sans objet
4	Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	/	Sans objet
7	Plateforme de transit déchets dangereux	Autre du 10/07/2018	Non conformité à traiter par courrier	Sans objet
8	broyage de bois et de déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 8.5.3	/	Sans objet
10	traçabilité des déchets - registre	Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 5.1.5 et 5.1.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier l'application de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. L'activité relevant de cette directive est le transit de déchets dangereux. Sur les points contrôlés, aucune non conformité n'a été relevée.

Cependant, les conditions d'entreposage des déchets dangereux sont à améliorer étant constaté que certains déchets liquides sont entreposés sur racks sans rétention. La plateforme déchets dangereux dispose d'une capacité de rétention déportée, utilisable notamment en cas d'incendie pour récupérer les eaux d'extinction. Cette capacité peut également être utilisée en cas de déversement accidentel d'un déchet liquide mais elle implique la manoeuvre manuelle de la vanne de confinement. Le hangar d'entreposage disposant de deux racks sur rétention, ceux-ci sont à utiliser pour stocker les déchets liquides en tenant compte de la compatibilité des déchets.

Le débit de fuite du bassin de régulation des eaux pluviales est à justifier. L'inspection reste en attente des éléments techniques permettant de vérifier le débit de rejet des eaux de ruissellement collectées.

Les analyses d'eau à l'entrée du site n'ont pas été réalisées conformément à la demande formulée dans le rapport d'inspection du 03/12/2021. Ces analyses sont nécessaires pour contextualiser les analyses effectuées sur le rejet d'eaux pluviales du site, étant donné que des eaux extérieures transitent par le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont à mettre en conformité : levée des non-conformités identifiées dans le compte-rendu de vérification annuelle des extincteurs, disponibilité d'une couverture anti-feu au niveau de la plateforme de stockage des déchets dangereux.

En marge de ces constats, la visite d'inspection a conduit les inspecteurs à constater l'entreposage circonstanciel et peu organisé de nombreux déchets de type "gravats" issus de diverses déchetteries. L'exploitant a expliqué ne pas avoir pu les évacuer dans une filière dédiée, notamment l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) qu'il exploite au lieu-dit "Le Pérouet", dans la mesure où des tests de lixiviation opérés sur les lots reçus des déchetteries ne démontraient pas leur conformité aux crières de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes en ISDI.

L'inspection s'étonne de ces résultats, dans la mesure où visuellement ces déchets n'appellent pas de doute particulier quant à leur nature (briques, bétons, tuiles, etc...), et suppose que les tests de lixiviation ont été opérés sur une fraction non représentative de ces déchets. Elle rappelle que l'arrêté sus-mentionné définit expressément dans son article 3 la liste des déchets acceptés en ISDI, dont font manifestement partie les lots entreposés sur le site, et qu'une procédure d'acceptation préalable définit les conditions que doivent respecter les déchets entrants.

Elle propose que de nouveaux tests de lixiviation, représentatifs cette fois-ci, soient réalisés sur les lots entreposés et rappelle que de tels tests ne s'imposent qu'en cas de doute sur la nature et/ou la provenance des déchets reçus et destinés à une prise en charge en ISDI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none">1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;

<p>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) Respect de la législation sur l'environnement ; <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;</p> <p>7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;</p> <p>8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;</p> <p>12. Plan de gestion des résidus ;</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;</p> <p>14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;</p> <p>15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats : L'installation dispose d'un système de management environnemental certifié conforme à la norme NF EN ISO 14001. Le certificat est valide jusqu'au 30/12/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : Optimisation de la consommation d'eau Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites Séparation des flux d'eaux Remise en circulation de l'eau Surface imperméable Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets Infrastructure de drainage appropriée Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement
Constats : L'activité relevant de la directive IED est limitée au transit de déchets dangereux. Il n'y a pas d'utilisation d'eau pour un process lié à cette activité. Les déchets sont entreposés pour partie sous un hangar dédié à l'activité et pour partie en extérieur. Le jour de la visite, les déchets entreposés à l'extérieur sont sous bâche ou dans des conteneurs fermés et sont donc hors d'atteinte des eaux de pluie. La zone de stockage est entièrement imperméabilisée. Les eaux de pluie sont collectées et dirigées vers un bassin de régulation. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées vers une cuve dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p>
<p>Constats : La consommation d'énergie liée à l'activité de transit de déchets dangereux est limitée à la consommation en gazole d'un engin de levage. Le suivi de la consommation de cet engin est réalisée annuellement : elle s'établit à 2,5 l/h en moyenne, ce qui est très faible. Dans ce contexte, aucun d'objectif de réduction particulier n'est fixé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS.</p>
<p>Constats : Les seules eaux issues de l'activité sont les eaux pluviales. Dans la mesure où ces eaux ne sont pas susceptibles d'être polluées par l'activité (déchets hors d'atteinte des eaux de pluie), la surveillance mensuelle de ces eaux ainsi que les NEA-MTD associés ne s'appliquent pas. Cette disposition implique que l'ensemble des déchets demeure entreposé en intérieur / sous couvert, que les camions sont tous fermés / bâchés.</p>
<p>Observations : L'activité de transit de déchets dangereux est visée par le BREF WT. Le "traitement de déchets" s'entend comme "toutes les activités concernées par les conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets". Les NEA-MTD et les fréquences de surveillance sont donc applicables aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées par l'opération de transit de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : bassin de rétention/régulation des eaux pluviales

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 03/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : rapport d'inspection du 03/12/2021 concernant le bassin de rétention/régulation des eaux pluviales : Le diamètre de l'orifice de fuite ainsi que la hauteur de charge maximale sur cet orifice sont à communiquer à l'inspection en vue de vérifier le débit de fuite (30 l/s).
Constats : L'exploitant a transmis une documentation technique concernant les vannes de sectionnement VAN'O'FLEX KSA. La documentation indique que "le débit de fuite des vannes VAN'O'FLEX® est de 0,33 l/min/m de joint soit 0,0055 l/s." Cette donnée semble être relative à l'étanchéité (mention de la longueur de joint) ce qui signifie un débit de "fuite" via les joints, vanne fermée. Cependant, la vanne installée dans le bassin doit à priori être ouverte à une certaine hauteur pour permettre la vidange du bassin au débit régulé prévu. Il est nécessaire de connaître la section d'ouverture et la hauteur d'eau maximale dans le bassin, la combinaison des 2 donnant le débit maximal de sortie du bassin : par exemple : pour une section de 0,025 m ² (soit une vanne de 50 cm de large avec une ouverture de 5 cm) et une hauteur d'eau dans le bassin de 1 m, le débit est d'environ 50 l/s. Pour un débit d'environ 30 l/s, la hauteur d'ouverture de la vanne devrait être de 3 cm (section de 0,015 m ²) avec la même largeur de vanne et la même hauteur d'eau dans le bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 03/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : rapport d'inspection du 03/12/2021 : il est demandé à l'exploitant de procéder également à une analyse des eaux en entrée de site, de manière à identifier éventuellement une pollution d'origine extérieure. Ces eaux pluviales extérieures peuvent par ailleurs, à l'inverse, favoriser la dilution des eaux de l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis : - les résultats d'analyse des rejets aqueux en sortie du site pour 2021 et 2022 ; - les résultats du suivi environnemental effectué sur le cours d'eau récepteur en amont et en aval du point de rejet pour 2021 et 2022 ; - les résultats d'analyse "station Altriom" pour l'année 2022.</p> <p>Les prélèvements au niveau du rejet du site et de la "station Altriom" n'ont pas été réalisés le même jour. Or la demande formulée portait bien sur le fait de pouvoir identifier une éventuelle pollution d'origine extérieure, en cas notamment de dépassement de VLE constaté au niveau du rejet du site. L'analyse du rejet et l'analyse des arrivées "amont" doit donc porter sur des prélèvements réalisés le même jour afin de pouvoir en tirer d'éventuelles conclusions.</p> <p>D'autre part, l'exploitant indiquait que d'autres arrivées d'eau extérieures, provenant de la voirie de la ZAC et de la déchetterie transitaient par son site. Il ne s'agit donc pas uniquement des eaux provenant d'Altriom. C'est à l'entrée de l'ensemble des eaux sur le site que le prélèvement est à réaliser (et s'il y a plusieurs arrivées, il convient de procéder à autant de prélèvements et analyses).</p>
<p>Observations : Les résultats d'analyse 2021 et 2022 du rejet aqueux sont conformes aux VLE fixées dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats du suivi environnemental ne montrent pas de dégradation entre l'amont et l'aval du point de rejet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 7 : Plateforme de transit déchets dangereux

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 10/07/2018
Thème(s) : Risques chroniques, déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Demande de l'inspection : Les conditions d'entreposage des déchets dangereux doivent respecter les prescriptions sous un délai d'un mois.</p> <p>L'aménagement, l'organisation et l'exploitation de la plateforme déchets dangereux doivent faire l'objet d'un plan d'actions à fournir sous trois mois et mettre en œuvre sous six mois : - délimitation des différentes zones avec affichage : admission, pesage et enregistrement des déchets entrants ; reconditionnement et regroupement de déchets ; stockage par nature de déchets et en fonction des propriétés de danger (attention aux incompatibilités de type acide-base, liquides inflammables-gaz sous pression), des rétentions disponibles, des zones sous abri et de l'accès limité au public (amiante-ciment) ; un plan des zones de stockage sera établi ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - protocole d'enregistrement des déchets entrants dans la journée ; - rationalisation des contenants par nature de déchets avec étiquetage approprié.
<p>Constats : Un plan des zones de stockage est annexé au dossier de réexamen. Le stockage sur site correspond au plan, l'affichage permet d'identifier rapidement l'emplacement d'entreposage par types de déchets.</p> <p>Un état des stocks par type de déchets est affiché sur la porte du bureau. Cet état est communiqué aux pompiers en cas d'incendie. Il est mis à jour de façon hebdomadaire.</p> <p>Il s'agit d'une extraction du logiciel métier utilisé pour l'enregistrement des déchets dangereux "EcoDD".</p> <p>Les entrées et sorties de déchets dangereux sont enregistrées dans le logiciel métier EcoDD au fur et à mesure de leur arrivée et de leur évacuation.</p> <p>Deux étagères (rack 2 et 3) sont disposées sur une rétention enterrée dont le volume n'a pas pu être communiqué le jour de l'inspection.</p> <p>Certains déchets liquides sont entreposés hors rétention : huiles alimentaires, bidons contenant des "bases" sur une palette en bois filmée. En cas de fuite, l'exploitant dispose d'une réserve de sable et produits absorbants sous le hangar.</p> <p>Le rack 3 n'est pas utilisé pour le stockage de déchets liquides alors qu'il est situé sur une rétention. Les déchets liquides sont à entreposer sur les racks disposant d'une rétention, en tenant compte des incompatibilités.</p> <p>L'ensemble de la plateforme dispose d'une cuve de rétention en vue notamment de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie. Celle-ci pourrait également servir en cas de fuite, mais cela nécessite de manoeuvrer la vanne de confinement. L'utilisation des fosses de rétention sous les racks apparaît plus pertinent.</p> <p>Cela correspond également à la prescription de l'article 8.8.2 de l'arrêté préfectoral du 03/02/2015 : "l'installation de transit comprend deux zones distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bâtiment [...] avec deux fosses de rétention [...], dédié au stockage, avec deux racks de liquides [...]"
<p>Observations : Le volume des fosses de rétention est à déterminer et les bidons contenant des bases sont à entreposer préférentiellement sur les racks. Une manoeuvre de la vanne est à réaliser mensuellement afin de s'assurer de son bon fonctionnement (absence de grippage, courant sur ce type d'équipement lorsqu'ils sont peu utilisés)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : broyage de bois et de déchets de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le stockage des bois non broyés est implanté le plus à l'intérieur du site et à plus de 10m de tout autre stockage de matières combustible, à l'exception d'autres bennes. Le stockage des bois broyés se réalise en 2 îlots séparés de plus de 5 m de tout autre stockage de matières combustible, à l'exception d'autres bennes. [...]
Constats : Le jour de la visite, une quantité importante de grumes (évaluée par l'exploitant à 1000 m3, cf mail du 16/05/2023) est entreposée en périphérie de la plateforme dite "bois" en bas du site. La distance entre les bois non broyés et les autres combustibles n'a pas pu être vérifiée ; les modalités d'entreposage des bois broyés non plus, compte-tenu d'une opération de broyage en cours. La hauteur d'entreposage semble importante : l'arrêté préfectoral ne prescrit pas de hauteur limite ; cependant l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration fixe une hauteur maximale de 6 mètres pour les stockages extérieurs (point 2.4.3 b de l'annexe I). Cette dernière semblait respectée le jour de la visite.
Observations : Les modalités d'entreposage (distances d'éloignement, ilotage) ont été déterminées par l'étude de dangers afin de réduire les risques liés à un incendie sur l'installation. Ces modalités sont à respecter. Une vigilance est également attendue quant à la hauteur de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'au moins 1 fût de 120 l d'absorbant ininflammable sur chacune des aires de dépollution des VHU, de tri-transit de ferrailles, de distribution de carburants et de transit de déchets dangereux ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, notamment l'aire de distribution de carburants et l'aire de transit de déchets dangereux, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• d'une couverture spéciale anti-feu sur l'aire de distribution de carburants et l'aire de transit de déchets dangereux ;

- d'un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée conformément aux dispositions de la directive départementale défense extérieure contre l'incendie approuvée par l'arrêté préfectoral 2012-371 du 10 février 2012 :

Au moins 3 poteaux d'incendie de Ø 100 mm ou 150 mm (norme NF S 61-213) piqués directement, sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de la vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé (cf. norme NF E 17-002) ni "by-pass", sur des canalisations devront assurer un débit simultané au moins égal à 180 m³/h, sous une pression dynamique minimale de 1 bar. Ils devront être judicieusement répartis de manière à ce que l'un d'entre eux soit toujours situé à moins de 100 m de l'entrée principale de chaque bâtiment par les voies praticables. Ces appareils devront être situés en bordure ou au maximum à 5 mètres d'une voie répondant aux caractéristiques d'une voie engins :

1. largeur utilisable supérieure ou égale à 3 m ;
2. pente inférieure à 15 % ;
3. rayon intérieur minimal R = 11 m ;
4. surlargeur $S=15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m ;
5. hauteur libre supérieure ou égale à 3,50 m ;
6. force portante de 160 kilonewtons avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum ;
7. résistance au poinçonnement de 80 N/cm² sur une surface maximale de 0,20 m².

L'alimentation simultanée de tous les poteaux d'incendie normalisés devra être assurée aux débits et pressions requis pendant une durée de 4 heures.

Dans le cas où les poteaux d'incendie ne seraient pas en mesure de fournir le débit simultané prescrit, la défense extérieure contre l'incendie pourra être complétée par une ou plusieurs réserves artificielles, sans toutefois que le débit fourni par au moins un des poteaux d'incendie ne soit inférieur à 60 m³/h. Le volume d'eau disponible sur 4 heures devra néanmoins rester au moins égal à 720 m³. Ces réserves devront être accessibles par une voie engins et situées à 400 m au plus de l'entrée du site. Elles devront présenter des caractéristiques conformes à la directive départementale défense extérieure contre l'incendie. L'implantation éventuelle d'une réserve incendie devra être soumise pour avis au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Constats : L'exploitant a transmis les documents suivants :

- le compte-rendu de vérification périodique Q4 concernant les extincteurs daté du 01/06/2023,
- le plan EtaRé de l'installation établi par le SDIS 43,
- un devis accepté à la date du 31/05/2023 pour la mise à jour de la station service, et comprenant la fourniture d'une couverture anti-feu.

Le plan EtaRé permet de localiser les 3 poteaux incendie composant la DECI (défense extérieure contre l'incendie) prescrite dans l'arrêté préfectoral. Ces poteaux disposent d'un débit de 60 m³/h et sont raccordés sur des réservoirs. 2 des poteaux sont raccordés à un même réservoir (Ste Anne) d'un volume de 500 m³. L'alimentation simultanée de ces poteaux au débit de 60 m³/h pendant 4h apparaît possible au regard du volume du réservoir. Une réserve de 800 m³ est située à 450 m de l'entrée du site.

Sont également localisés les locaux à risque ainsi que les accès.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'installation est dotée d'extincteurs dont le nombre et la localisation n'ont pas été vérifiée (le compte-rendu de vérification remis ne donne

<p>pas ces informations).</p> <p>En particulier 4 extincteurs ont été vus dans le hangar d'entreposage des déchets dangereux, ainsi qu'un bac de sable. Un fût d'absorbant a été vu au niveau de l'aire de distribution de carburant ainsi que sous le hangar de stockage des déchets dangereux. Leur présence n'a pas été vérifiée sur l'aire de dépollution des VHU et sur l'aire de tri-transit de ferraille.</p> <p>La présence d'une couverture spéciale anti-feu sur la plateforme de transit des déchets dangereux n'a pas été constatée. Un justificatif devra être fourni.</p> <p>La disponibilité d'un bac de sable lors des opérations de découpe au chalumeau n'a pas été vérifiée.</p>
<p>Observations : Le compte-rendu de vérification des extincteurs fait état de non-conformités. L'exploitant devra justifier de la levée de ces points.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : traçabilité des déchets - registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2015, article 5.1.5 et 5.1.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Registres d'admission et de sortie des déchets</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis avant la visite un extrait de ses registres d'admission et de sortie des déchets couvrant la période du 01 janvier au 15 mars 2023. L'ensemble des informations requises ne figure pas dans cet extrait.</p>
<p>Observations : Le contenu des registres est fixé à l'arrêté ministériel du 31/05/2021. L'exploitant est invité à vérifier que les informations contenues dans son registre correspondent à celles prévues par la réglementation et le cas échéant, à intégrer les informations manquantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : traçabilité des déchets - registre (2)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/07/2023, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Les registres permettent d'établir que : - les déchets provenant de la société ALTRIOM entreposés sur l'ancienne plateforme de stockage des bennes sont identifiés comme du déchet de verre avec le code déchet 191205 ; - la destination de ces déchets n'est pas identifiée : aucune sortie de déchets de verre code 191205 n'est enregistrée sur la période. L'exploitant a indiqué que ces déchets étaient expédiés sur une installation de traitement de déchets de verre : le nom, l'adresse ainsi que l'arrêté d'autorisation de cette installation sont à communiquer à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois